

Lucier, Pierre

La société du savoir

Notes pour l'allocation prononcée par Monsieur Pierre Lucier, président de l'Université du Québec, lors de la collation des grades de l'Institut national de la recherche scientifique, à Québec, le 17 novembre 2001.

Monsieur le Directeur général,
Monsieur le Recteur de l'Université du Québec à Montréal,
Mesdames et Messieurs de la direction, du corps professoral et du personnel de l'Institut national de la recherche scientifique,
Mesdames et Messieurs de l'Assemblée des gouverneurs et de la direction de l'Université du Québec,
Monsieur Alain Soucy,
Mesdames et Messieurs les diplômés,
Mesdames et Messieurs,

Avant toute chose, j'offre toutes mes félicitations aux diplômés de ce jour. Nous sommes heureux, chers diplômés, de fêter aujourd'hui votre réussite et tout ce que celle-ci a exigé de travail, de constance, de courage. Merci de vous être ainsi investis dans des tâches dont notre société a besoin pour construire son avenir et sa prospérité. Merci et félicitations aussi à vos parents et amis, qui vous ont accompagnés dans votre cheminement et qui ont été avec vous aux heures de joie et d'enthousiasme comme aux moments plus difficiles. Félicitations aussi aux professeurs et aux chercheurs qui vous ont soutenus et guidés dans vos travaux. La collation des grades est toujours pour eux tous extrêmement gratifiante.

Vos études et vos travaux vous ont placés au coeur des dynamiques qui travaillent ce qu'il est devenu presque banal d'appeler la « société du savoir » ou « de la connaissance ». Banal, le fait de le répéter sans doute, mais sûrement pas la chose elle-même. Car nous commençons à peine à prendre la mesure de ce que cela veut dire pour notre manière de conduire la recherche et, plus fondamentalement, pour la manière de remplir notre mission d'université. Et donc, comme toujours quand nous nous situons à ces niveaux, pour les approches et les attitudes qui doivent sous-tendre nos manières de faire.

Pour vous le dire d'emblée, il me semble qu'une partie encore trop importante du discours universitaire s'en tient aux mises en garde, aux craintes et aux inquiétudes relatives aux dangers qu'il y aurait à s'engager de trop près ou trop volontiers dans les nouveaux montages de gestion et de financement de la recherche. On semble s'y résigner comme à un pis-aller; tout au mieux comme à une tendance irrésistible avec laquelle il vaut mieux composer, à moins de vouloir s'exclure des ligues qui comptent.

Il me semble qu'il faut plutôt prendre les choses autrement - j'allais dire : à l'endroit -, en essayant de saisir ce qu'il y a d'interpellant et de nouveau dans le concept et la réalité de la « société du savoir ». Qu'est-elle, cette société, sinon une affirmation sans précédent du caractère central et incontournable de la connaissance dans la vitalité des circuits socioéconomiques et dans la construction des nouvelles prospérités collectives ? Comme intellectuels et scientifiques, nous avons ainsi toutes les raisons de nous réjouir de cette démarginalisation radicale de la connaissance, et même de la connaissance la plus

fondamentale. De nous réjouir dès lors aussi de voir ainsi l'université faire une plongée obligée là où l'action se passe. Ce n'est pas une mince avancée, n'est-ce pas, que de passer d'une situation où la recherche universitaire pouvait sembler « daigner » partager ses résultats avec des institutions civiles et commerciales qui, elles-mêmes, semblaient « daigner » parfois s'y intéresser, à une situation où, dès le départ et avant même toute découverte, des questions, des préoccupations, des attentes, des intérêts sont partagés et les risques, coassumés.

Car c'est bien cela qui se produit dans la société du savoir en émergence : le savoir intéresse avant même qu'il ne soit produit, avant même qu'on sache exactement quoi en faire et quel profit en tirer. La ligne générale est connue : c'est celle de la nécessité d'innover. Mais les voies pour y accéder demeurent frappées d'un fort coefficient d'incertitude, celui-là même qui caractérise l'imprévisibilité de l'intelligence et de son pouvoir créateur. Cette nouvelle dynamique, faite d'attentes partagées bien plus que d'offre et de demande, parfois aussi d'impatiences et de pressions elles-mêmes partagées, il faut que nous en mesurions les implications pour nos façons de faire et de vivre l'université. On ne peut pas, en même temps et sous le même rapport - Aristote nous rattrape toujours! -, être et ne pas être « dans le trafic », c'est-à-dire exposés, perméables, donc déstabilisables, et, en même temps, protégés, tranquilles, en retrait. Chacun sait que les voies de circulation les plus denses comportent plus de risques, mais qu'elles conduisent généralement aux endroits les plus intéressants.

Disant cela, je ne suis pas en train de faire l'éloge de l'engagement tête baissée dans tout ce qui bouge de nouveaux cadres de fonctionnement de la recherche. Nous avons à garder la tête sur les épaules. Il y a même des distances critiques qui ne se négocient pas, pas plus que les valeurs éthiques qui nous paraissent absolument préférables. Mais, en même temps, n'allons pas confondre « distance critique » avec mise en retrait, passivité ou, pire, imperméabilité aux enjeux. Et réservons le discours de la défense des valeurs pour les situations de vraie décision éthique. Ne donnons pas raison à Sartre qui stigmatisait durement ceux « qui ont les mains pures », justement parce qu'« ils n'ont pas de mains ».

Pour ma part, il me semble de plus en plus qu'il faut aborder ces questions par le fond, c'est-à-dire en partant de ce que nous constatons et voulons tout à la fois, une société qui fait sa place au savoir au point de s'intéresser à lui avant, pendant et après sa production. Promouvoir ce type de société - et comment pourrions-nous ne pas le faire ? -, c'est en accepter les conséquences, les nouvelles tâches et les nouveaux risques. C'est assurément aussi rompre avec certains confort et certaines protections d'antan. C'est donc très exigeant, en ce que nous avons à y être fidèles à ce que nous pensons être essentiel à la réalisation de notre mission universitaire. Mais ce peut être formidablement exaltant, comme lorsqu'on réussit à garder les contrôles nécessaires et à maîtriser les virages. Au bout du compte, cela exige, pour évoquer Bergson, un « supplément d'âme ».

Chers diplômés, vous avez, à l'Institut national de la recherche scientifique, travaillé dans un établissement qui a résolument décidé de s'engager dans les circuits de la nouvelle société du savoir. Ces circuits sont eux-mêmes en pleine mutation et obligent souvent à opter pour l'inédit. Et, pour cela, à adopter des attitudes et des comportements dont on ne contrôle pas tous les tenants et aboutissants, à prendre des risques calculés. Mais, j'en témoigne volontiers, l'INRS y navigue avec mesure et discernement tout autant qu'avec audace et créativité. Il le fait en s'appuyant sur le meilleur de ses traditions de rigueur scientifique, de souci de la pertinence, de fidélité à ses convictions de droiture. Je souhaite que vos cheminements à l'Institut national de la recherche scientifique vous aient ouverts à ces nouvelles réalités, qu'ils vous aient aussi aguerris pour y contribuer efficacement. Je vous souhaite, dans la

construction de la société du savoir, beaucoup de joie et d'occasions d'épanouissement personnel.

Merci d'avoir choisi cette façon exigeante de bâtir nos sociétés de demain. Et bonne route!

§ § §